



Ministère des solidarités et de la santé

DIRECTION GENERALE DE L'OFFRE DE SOINS

Sous-direction de la régulation de l'offre de soins
Bureau de la synthèse organisationnelle et financière (R1)
Personne chargée du dossier : Olivia BRANCO
Olivia.branco@sante.gouv.fr

La ministre des solidarités et de la santé

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (pour mise en
œuvre)

Monsieur le directeur général de la Caisse des
dépôts et consignations (pour information)

CIRCULAIRE N° DGOS/R1/2020/4 du 07 janvier 2020 relative à la deuxième délégation des crédits du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés au titre de l'année 2019.

Date d'application : immédiate

NOR : **SSAH2000520**

Classement thématique : établissements de santé – Gestion

Validée par le CNP le 20 décembre 2019 - Visa CNP 2019-117

Publiée au BO : oui

Déposée sur le site circulaire.legifrance.gouv.fr : oui

Catégorie : Directives adressées par la ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : Délégation des crédits du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) et modalités d'attribution par les agences régionales de santé aux établissements éligibles

Mots-clés : fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, investissements, programme hôpital numérique

Textes de référence :

- Loi n°2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié ;
- Loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017, notamment son article 100 ;
- Décret n° 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;
- Instruction n° SG/HFDS/2016/340 du 4 novembre 2016 relative aux mesures de sécurisation dans les établissements de santé
- Instruction n° DGOS/PF/MSIOS/2013/225 du 4 juin 2013 relative au lancement opérationnel du volet de financement du programme hôpital numérique ;

Annexe 1 : Répartition régionale des crédits du FMESPP 2019 et ventilation par type de mesures

Diffusion : Les établissements de santé, par l'intermédiaire des agences régionales de santé

La présente circulaire délègue et répartit pour chaque région, un montant de **239,4 M€** de crédits supplémentaires par rapport aux délégations précédentes.

Les mesures faisant l'objet d'un financement :

a) Projets d'investissement validés dans le cadre du COPERMO

Depuis 2013, plusieurs opérations d'investissement ont été validées dans le cadre de l'action du COPERMO. Le suivi de ces projets a été réalisé en septembre et octobre 2019 au cours du dispositif de revues de projets d'investissement (RPI). Ce dispositif répond à deux objectifs.

Il s'agit d'une part de piloter la bonne mise en œuvre des projets d'investissement validés par le COPERMO à travers le suivi du respect des critères fixés tels que le calendrier, les surfaces ou le coût, ainsi que le suivi des recommandations formulées en COPERMO et/ou en RPI précédente pour sécuriser le projet.

D'autre part, les RPI garantissent la soutenabilité financière des projets d'investissement, en vérifiant le respect de la trajectoire financière validée en COPERMO et en s'assurant, une fois le projet livré, de la mise en œuvre du retour sur investissement.

Ces RPI ont permis de valider le montant des délégations de crédits par projet et de formuler des recommandations pour le suivi des projets en 2019. Elles font l'objet de comptes-rendus détaillés qui sont en cours de notification aux ARS.

Dans ce cadre, **193,2M€ de crédits FMESPP** sont alloués via la présente circulaire.

b) Les systèmes d'informations : le programme HOP'EN

Dans le cadre du programme HOP'EN, des crédits FMESPP vous sont délégués pour assurer le soutien financier aux établissements de santé répondant aux critères d'éligibilité définis par l'instruction n° DGOS/PF5/2019/32 du 12 février 2019 relative au pilotage du volet financement du programme HOP'EN :

20 M€ au titre de l'amorçage des projets. Ces crédits peuvent être octroyés à l'ensemble des établissements répondant aux critères d'éligibilité, lors de la sélection du dossier par l'ARS, dans le respect des modalités de financement définies par l'instruction précitée.

Les justificatifs de dépenses acceptés par la Caisse des dépôts sont ceux postérieurs à la date de publication de la présente circulaire, ainsi que ceux précédant l'année de signature de l'engagement contractuel entre l'ARS et l'établissement. A titre d'exemple, pour les engagements contractuels signés en 2019, les justificatifs admis seront les factures datant de 2018 et 2019 (en complément des factures postérieures à la circulaire).

c) Hélistur (aires de poser)

Les Hélistur permettent d'améliorer l'accès de la population aux soins de médecine d'urgence. La sécurisation des aires de poser hospitalières existantes, l'amélioration de leur accessibilité et du maillage territorial des sites accessibles aux Hélistur et aux hélicoptères d'État sont ainsi des enjeux essentiels pour permettre l'utilisation de ces vecteurs en toute sécurité pour les patients comme les équipages.

La DGOS, en lien avec la Direction de la sécurité de l'aviation civile, a sensibilisé les ARS et les établissements de santé à la réglementation applicable par l'instruction DGOS/R2 n 2014-274 du 26 septembre 2014 relative à l'activité Hélistur et les plateformes hospitalières.

La mise en conformité des hélistations et hélistur y est fixée comme objectif.

Les ARS sont invitées à piloter une démarche d'analyse du réseau des aires de poser et des perspectives dégagées sur leur région.

Des crédits FMESPP sont destinés à accompagner les établissements pour la mise en conformité de leurs aires de poser.

220K€ sont délégués à ce titre dans le cadre de la présente circulaire.

d) Appel à projets accidentés de la route

Conformément à l'article 31 de la loi de finances initiale pour 2019, le surcroît de recettes devant résulter de l'abaissement à 80 km/h de la vitesse maximale sur certaines routes, intervenu à partir du 1er juillet 2018 est affecté aux ressources 2019 du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP). Cette affectation doit permettre la mise en œuvre de la mesure n°4 du Comité interministériel de la sécurité routière (CISR) qui prévoit la modernisation des structures sanitaires de soins de suite et de réadaptation et des établissements et services médico-sociaux destinés à la prise en charge des accidentés de la route.

Les aides en investissement liées à la politique de sécurité routière ont pour vocation de permettre aux établissements qui accueillent les accidentés de la route de :

- Moderniser leurs locaux afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge ;
- Acquérir des équipements nécessaires à la rééducation, la réadaptation et la réinsertion des personnes accompagnées et/ou prises en charge.

Le montant alloué dans la présente aux ARS pour moderniser les structures sanitaires de soins de suite et de réadaptation est de 26 M€.

II. Les modalités de gestion des subventions

Les dispositions du décret n°2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au FMESPP s'appliquent à l'ensemble des crédits FMESPP qui vous sont délégués depuis le 1^{er} janvier 2014. Vous veillerez à vous y référer pour toute attribution de subvention de crédits alloués par la présente circulaire.

J'appelle néanmoins votre attention sur les éléments suivants.

a) L'attribution de la subvention

L'attribution de la subvention FMESPP doit être prévue par un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) de l'établissement ou, en son absence, par un engagement contractuel ad hoc. Conformément au décret sus mentionné, cet avenant ou engagement contractuel doit notamment préciser « *la nature, l'objet, [...] et le calendrier de la réalisation de l'opération subventionnée* ». A cette fin, doivent notamment apparaître :

- les modalités de versement précises, notamment si elles font l'objet d'une disposition dérogatoire au décret n°2103-1217 ;
- la définition précise du périmètre de l'opération subventionnée ;
- les dates de début et de fin prévisionnelles de l'opération subventionnée ;
- l'intégration du coût des études préalables, s'il y a lieu ;
- dans le cas d'opérations d'investissements immobiliers, et s'il y a lieu, le recours à un mandataire pour la réalisation de l'opération (cf point II. b) infra).

Je vous rappelle que cet avenant ou cet engagement doit être pris dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente circulaire (cf. point II. c) infra). Le montant de la subvention doit impérativement être saisi dans le même délai par vos services dans l'outil e-CDC, sous peine de considérer ces crédits comme déchus. Cette saisine est également un préalable nécessaire au paiement de la subvention déléguée.

b) Le versement de la subvention

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) verse à l'établissement concerné, à sa demande, la somme correspondant au montant de la subvention ou de l'avance du fonds, dans les conditions prévues par l'avenant ou l'engagement contractuel. Conformément au décret sus mentionné, le versement de la subvention se fait dorénavant au fur et à mesure de la présentation par le bénéficiaire de la subvention des pièces justifiant des dépenses engagées.

La réalisation des opérations d'investissements immobiliers peut faire l'objet d'une convention de mandat entre le bénéficiaire de la subvention (le mandant) et un tiers (le mandataire). Ce type de procédure implique que le mandataire émette des demandes d'avance au mandant, afin de lui permettre de payer les dépenses liées à l'opération. Dans ce cas, le bénéficiaire présente simultanément à la CDC la demande d'avance du mandant, certifié par son comptable public, et les justificatifs des paiements qui s'y rattachent, fournis par son mandataire et certifiés par le comptable de ce dernier. La seule présentation des demandes d'avance ne pourra donner lieu à versement par la CDC.

Dans tous les cas, le bénéficiaire de la subvention doit joindre à l'appui de sa demande l'avenant ou l'engagement contractuel ainsi que les pièces requises. Toutefois, par exception à ce principe, vous voudrez bien noter le cas particulier suivant :

Objet de la subvention	Modalités particulières
HOP'EN : amorçage des projets	Pour les engagements contractuels signés en 2019, les justificatifs admis seront les factures datant de 2018 et 2019 (en complément des factures postérieures à la circulaire).

c) La déchéance des crédits délégués

Conformément au IV. de l'article 40 modifié de la loi du 23 décembre 2000 sus mentionnée, une double déchéance s'applique aux crédits FMESPP qui vous sont délégués :

- une déchéance annuelle qui porte sur l'engagement des crédits qui vous sont délégués. Ce délai court à compter de la date de publication de la présente circulaire ;
- une déchéance triennale qui s'applique aux demandes de paiement des subventions par les établissements. Cette prescription court à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la date de l'engagement des crédits par l'ARS. L'établissement qui n'a pas procédé à la demande de paiement auprès de la CDC dans ce délai perd alors son droit de tirage.

Vous voudrez bien me tenir informée des difficultés que vous pourriez rencontrer lors de la mise en œuvre de la présente circulaire.

La Ministre des solidarités et de la santé

signé

Agnès BUZYN

ANNEXE 1 - 2ème circulaire FMESPP 2019

Les montants sont en euros

Ventilation par agence Régionale de santé	HOP'EN	COPERMO	Hélismur (aires de poser)	Appel à projets accidentés de la route	Total délégations
Auvergne Rhône Alpes	2 370 354,00	3 488 000,00		2 871 000,00	8 729 354,00
Bourgogne Franche-Comté	882 291,00	1 307 000,00		1 451 969,80	3 641 260,80
Bretagne	1 024 333,00	4 813 000,00		2 029 822,00	7 867 155,00
Centre Val de Loire	752 906,00	8 437 500,00		1 049 241,64	10 239 647,64
Corse	96 824,00			471 029,86	567 853,86
Grand Est	1 696 624,00	5 259 000,00		895 513,00	7 851 137,00
Hauts-de-France	1 762 751,00	30 888 000,00		1 730 090,00	34 380 841,00
Île-de-France	3 517 988,00	8 500 000,00		2 611 009,00	14 628 997,00
Normandie	990 304,00	32 000 000,00		1 164 459,00	34 154 763,00
Nouvelle Aquitaine	1 822 439,00	1 250 000,00		1 689 171,00	4 761 610,00
Occitanie	1 799 459,00			3 572 109,80	5 371 568,80
Pays de la Loire	1 014 817,00	2 829 000,00		3 188 858,30	7 032 675,30
Provence Alpes Côte d'Azur	1 750 581,00	3 613 240,00	220 000,00	2 534 981,42	8 118 802,42
France métropolitaine	19 481 671,00	102 384 740,00	220 000,00	25 259 254,82	147 345 665,82
Guadeloupe	109 860,00	70 200 000,00		158 147,13	70 468 007,13
Guyane	60 351,00				60 351,00
Martinique	97 786,00	7 500 000,00		299 300,00	7 897 086,00
Océan Indien	248 789,00	13 125 000,00		283 298,46	13 657 087,46
DOM	516 786,00	90 825 000,00	0,00	740 745,59	92 082 531,59
Total des dotations régionales	19 998 457,00	193 209 740,00	220 000,00	26 000 000,41	239 428 197,41